CHARENTE MARITIME
•••••
17810

NIEUL-LES-SAINTES
•••••
☎ : 05.46.92.95.08

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

COMPTE RENDU REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers : **L'an deux mil vingt-quatre, le 26 septembre**
En exercice : 15 Le Conseil Municipal de la Commune de NIEUL-LES-SAINTES, dûment convoqué
Présents : 14 s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la Présidence de M. Mikaël MOINET, Maire
Votants : 15 Date de Convocation du Conseil Municipal : 10 septembre

Etaient présents : MM.MMES Brigitte BOURSIQUOT - Mikaël MOINET - Patrick CHALMETTE - David BERTONNIERE - Gérard AUXIRE – Fabien CHABOISSEAU - Christelle METAYE - Martine HERVEAU - Mathieu MAROCHAIN - David DA SILVA - Maurice MEKIES – François PULLY – Gaëlle BRUNET – Stéphanie ARMAND.

Étaient absents excusés : Ludivine CRESSON qui a donné procuration à Christelle METAYE.

Secrétaire de Séance : Christelle METAYE.

La séance est ouverte à 20h

Le maire ouvre la séance, en procédant à la lecture du compte-rendu du précédent conseil, aucune remarque n'est émise, il est approuvé.
Il modifie, en premier lieu l'ordre de jour, en supprimant le sujet « convention de subvention API ». En effet, au démarrage du projet, cette convention n'avait pas été soumise au conseil municipal, et avait simplement été abordée de manière facultative. Le maire ayant eu un échange approfondi avec le responsable, il s'avère que la maladresse de cette demande de subvention survenue après la mise en place de la supérette, entraîne un caractère non obligatoire de cette délibération (et du versement de la subvention par la collectivité).

****

2024 33 Admission en non-valeur

Le centre de gestion comptable de Rochefort a fait état des créances de particuliers, à recouvrer. Le récapitulatif représente quatre années de factures de cantine impayées (2019 à 2022) pour quelques familles, correspondant à un montant global de 256.16€. Les poursuites à l'encontre des familles restent infructueuses, et leur situation n'en permet pas le recouvrement, à ce jour.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, approuve cette admission en non-valeur.

Pour à l'unanimité.

2024 34 Clôture pour insuffisance d'actif

Le centre de gestion comptable de Rochefort a transmis le rapport de liquidation judiciaire, rendu par le Tribunal de commerce en date du 16 juillet 2024, de la société *Boulangerie Pâtisserie la Karinette*, dont l'attestation d'irrécouvrabilité entraîne l'annulation de trois titres, correspondant à des loyers communaux, pour un montant global de 1218€.

Il s'agit, par conséquent, de considérer cette somme en tant que « créance éteinte ». Ainsi, la dette est effacée.
Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise le maire à émettre un mandat de 1218€ au titre de créances éteintes.

Pour à l'unanimité.

2024 35 Présentation du rapport triennal dans le cadre de la trajectoire du zéro artificialisation nette (ZAN)

Dans le cadre de l'atteinte de la trajectoire du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en 2050 et des obligations issues de la loi Climat et résilience du 22 août 2021, le décret n°2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols, prévoit la nécessité pour le maire ou le président de l'EPCI compétent en matière de document d'urbanisme, de présenter un rapport local triennal de l'artificialisation des sols.
Ce premier rapport est attendu trois ans après l'entrée en vigueur de la loi, soit pour le 22 août 2024.
Le rapport doit faire état en 2024 de la consommation (et non de l'artificialisation des sols) des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) exprimée en nombre d'hectare et prend soin de :

- Différencier les consommations par types d'espaces,
- Les différencier en pourcentage au regard de la superficie du territoire couvert.

Sur le même territoire, le rapport pourra préciser la transformation d'espaces urbanisés ou construits en espaces naturels, agricoles et forestiers en cas de renaturation.
Le rapport présenté en conseil municipal a été élaboré suivant la trame pré-remplie disponible sur le site « Mon diagnostic artificialisation ».

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, acte le rapport triennal, autorise le maire à poursuivre la trajectoire de diminution engagée et constatée, à communiquer cette analyse aux représentants de l'Etat, de la Région Nouvelle Aquitaine et de la Communauté de Communes Cœur de Saintonge, ainsi qu'à signer tous les documents y afférents.

Pour, à l'unanimité.

2024 36 Dispositif FRR « France Ruralité Revitalisation » (Ex-ZRR)

Le maire rappelle que les zones de revitalisation rurales (ZRR), créées par la loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (LOADT) du 4 février 1995, forment un ensemble de mesures fiscales et sociales pour aider au développement des ruralités.
Les ZRR regroupaient 17 681 communes au 1er janvier 2023, soit près de 51 % des communes de France et 16 % de la population française (dont 4 018 communes qui ne respectent plus les critères de classement révisés par la loi de finances rectificative pour 2015 mais demeurent bénéficiaires en application de dispositions dérogatoires, reconduites jusqu'en 2023).

Ce dispositif, qui a été prolongé à plusieurs reprises, a pris fin le 1er juillet 2024 avant d'être remplacé par le dispositif France ruralité revitalisation (FRR).

Outre les différentes aides dont bénéficient les communes placées en ZRR, visant à favoriser la préservation patrimoniale, le développement et la modernisation des communes rurales, ce nouveau zonage permet également un soutien envers les entreprises du territoire par :

- des exonérations d'impôt sur les bénéfices (impôt sur le revenu – IR – ou impôt sur les sociétés – IS) réalisés dans la zone : totale pendant les cinq premières années d'existence puis dégressive pendant les trois années suivantes (donc application d'une imposition de droit commun à compter de la neuvième année) ;
- Sur délibération de la commune et de l'EPCI, exonération d'impôts locaux fonciers : cotisation foncière des entreprises (CFE) également totale pendant cinq ans puis dégressive pour les trois années suivantes.

A ce titre, le Maire expose les dispositions de l'article 1464 D du code général des impôts permettant au conseil

municipal d'exonérer les cotisations foncières des entreprises, les médecins, auxiliaires médicaux ou vétérinaires, pour une durée de cinq ans, à compter de l'année suivant celle de leur établissement.

Il précise que la décision du conseil peut concerner une, plusieurs ou l'ensemble des catégories de praticiens concernés.

Pour, à l'unanimité.

2024 37 Modification du tableau des effectifs.

La loi n°2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie, a instauré des facilités d'avancement à la catégorie B pour les agents de catégorie C exerçant les fonctions de secrétaires de mairie. En revanche, pour les agents de catégorie B, il n'a pas été acté de possibilité d'intégration directe sur un grade/catégorie supérieur(e). Ainsi, le maire propose à l'assemblée de créer le poste de Rédacteur principal de 1ère classe, afin de suivre une cohérence avec la loi précédemment citée, pour l'agent exerçant les fonctions de secrétaire générale de mairie, à compter du 1er janvier 2025 :

GRADE OU EMPLOI	CATEGORIE	DUREE HEBDO	EFFECTIF BUDGETAIRE	POSTES POURVUS	POSTES VACANTS
Secteur administratif					
Rédacteur principal 1ère classe	B	35/35ème	1	1	0
Adjoint administratif	C	17/35ème	1	1	0
Secteur technique					
Adjoint technique	C	28,6/35ème	1	1	0
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	35/35ème	2	2	0
Secteur Médico-social					
Agent spécialisé principal des écoles maternelles 1ère classe (ATSEM)	C	30.6/35ème	1	1	0
Agent spécialisé principal des écoles maternelles 1ère classe (ATSEM)	C	33.7/35ème	1	1	0
TOTAL			7	7	0

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, approuve cette création de poste et la modification du tableau des effectifs, à compter du 1er janvier 2025.

Pour à l'unanimité.

2024 38 Convention de participation pour le risque et contrat collectif d'assurance Prévoyance

La Maire rappelle aux membres du conseil que par délibération n°2023 39 du 28 novembre 2023 le conseil avait donné mandat au Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime (CDG17) pour

négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives du département et lancer une procédure de publicité et de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation en matière de protection sociale complémentaire pour le risque prévoyance.

Le dialogue social engagé préalablement au lancement de la consultation, entre les élus, administrateurs du centre de gestion, et les organisations syndicales représentatives du territoire, a abouti à la signature, à l'unanimité des participants, d'un accord local le 11 mars 2024 qui a notamment acté :

- L'adhésion obligatoire des agents au contrat collectif d'assurance prévoyance ;
- Les garanties du panier obligatoire incluant les garanties incapacité et invalidité au niveau de l'ACN et la garantie décès et perte totale et irréversible d'autonomie à 100% du salaire annuel brut ;
- Une participation employeur minimale à hauteur de 50% de la cotisation payée par l'agent pour les garanties du panier obligatoire.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, le contrat a été attribué au groupement COLLECTEAM (courtier chargé de la gestion du contrat) / ALLIANZ VIE (assureur porteur du risque) qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse avec les taux suivants :

Garanties	Taux de cotisation TTC
Garanties minimales obligatoires (avec participation employeur)	
Incapacité de travail	0,9
Invalidité permanente	0,65
Décès toutes causes/ PTIA	0,25
Total garanties obligatoires	**1,80**
Garanties optionnelles à adhésion facultative de l'agent (sans participation employeur)	
Complément incapacité de travail RI CLM-CLD-CGM en plein traitement	0,2
Perte de retraite	0,5
Total garanties facultatives	**0,7**

En cas d'aggravation de la sinistralité, les cotisations peuvent être majorées, sous réserve de la mise en place d'une négociation sur la base de la proposition de majoration de l'assureur, et dans la limite des taux de majoration maximum indiqués ci-dessous :

Périodes	Ratio P/C net de frais (Prestations sur cotisations HT)	Taux de majoration maximum
Année 1	**/**	**0%**
Année 2	**/**	**0%**
Année 3 et suivantes	**P/C ≤ 100%**	**0%**
	P/C < 110%	**5 %**
	P/C < 120%	**12 %**
	P/C < 130%	**15 %**
	P/C > 130%	**15%**
	Le P/C s'apprécie sur la base du compte de résultat cumulé depuis la date d'effet du contrat	

La convention de participation prendra effet à compter du 1er janvier 2025 pour une durée maximale de 6 ans prorogeable 1 an pour motif d'intérêt général.

Il appartient au conseil de se prononcer sur l'adhésion à la convention de participation prévoyance proposée par le CDG17.
Cette adhésion aura pour effet l'approbation de l'accord collectif local du 11 mars 2024 et notamment de rendre obligatoire la souscription de la couverture prévoyance par les agents éligibles et de mettre en place la participation employeur à hauteur de 50% minimum du coût des garanties du panier obligatoire.

Le conseil peut décider de fixer une participation employeur supérieure au seuil minimal de 50% et/ou l'extension de la participation employeur à tout ou partie des garanties optionnelles au choix de l'agent et/ ou de moduler la participation dans un objectif d'intérêt social en prenant en compte le revenu des agents.
Le Conseil municipal , après en avoir délibéré, décide :

- D'approuver l'accord collectif local du 11 mars 2024 ;
- D'adhérer à la convention de participation prévoyance et à son contrat collectif d'assurance proposés par le CDG17 à effet du 1er janvier 2025 ;
- De verser une participation employeur pour le financement des garanties du panier obligatoire de 80% du coût de ces garanties à compter de l'adhésion ;
- D'inscrire au budget les crédits annuels nécessaires au financement de la garantie prévoyance ;
- D'autoriser le Maire à signer tous les documents utiles à l'adhésion à la convention de participation et à son exécution et notamment la convention de pilotage du CDG17

Pour, à l'unanimité, sauf pour le taux de participation dont les votes se décomposent ainsi : participation à 50% : 1 voix, à 70% : 4 voix, à 80% : 6 voix, à 100% : 4 voix.

Questions diverses :

- Le maire évoque les projets en cours à terminer en 2025 ainsi que les nouveaux projets envisagés, pour cette dernière année complète de mandat municipal. Il en profite pour annoncer qu'il souhaite poursuivre ses actions sur un prochain mandat, en se présentant aux prochaines élections municipales (2026). Il effectue un tour de table pour sonder l'équipe municipale sur son souhait de poursuivre un second mandat avec lui, ou non. Il laisse également le temps de la réflexion à ceux qui en ont besoin.

Séance terminée à 21h30.